



FR

**CETTE ACTION EST FINANCÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE**

**ANNEXE 2**

de la décision d'exécution de la Commission relative au financement du plan d'action annuel 2023 en faveur de la République du Bénin

**Document d'action « Promotion de l'innovation, de l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP) pour l'emploi des jeunes »**

**PLAN D'ACTION ANNUEL**

Le présent document constitue le programme de travail annuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi que le plan d'action/la mesure au sens de l'article 23 du règlement IVCDI - Europe dans le monde.

## 1 SYNTHÈSE

### 1.1 Tableau récapitulatif de l'action

<b>1. Titre</b> <b>CRIS/OPSYS</b> <b>Acte de base</b>	Promotion de l'innovation, de l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP) pour l'emploi des jeunes Numéro référence opérationnelle OPSYS: ACT-61810 Financé au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDI - Europe dans le monde)
<b>2. Initiative «Équipe Europe»</b>	Oui L'action contribue à l'Initiative Équipe Europe « Croissance durable et emploi » au Bénin
<b>3. Zone bénéficiaire de l'action</b>	L'action sera menée au Bénin dans plusieurs départements
<b>4. Document de programmation</b>	Programme Indicatif Pluriannuel (PIM 2021-2027) de la République du Bénin / UE
<b>5. Lien avec les objectifs/résultats attendus du (des) PIP concernés</b>	Domaine prioritaire 1 du PIP : Capital naturel et humain. OS3 : Renforcer le potentiel des jeunes au travers d'un système EFTP moderne, inclusif et répondant aux besoins du secteur privé. R1 Amélioration des politiques et réglementations relatives à l'EFTP, y compris l'identification des besoins en main-d'œuvre pour l'EFTP axée sur la promotion des compétences et de l'employabilité R2 : Les jeunes s'engagent dans des curricula EFTP de type classique et dual leur facilitant leur insertion professionnelle.

	R3 Les jeunes filles déscolarisées reçoivent un rattrapage et s'insèrent dans l'EFTP			
<b>DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES</b>				
<b>6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs</b>	Domaine prioritaire n° 1 : « Capital naturel et humain » du PIP pour le Benin 2021-2027 et code secteur CAD 113 (Éducation secondaire).			
<b>7. Objectifs de développement durable (ODD)</b>	<b>Principal ODD:</b> ODD 4 : Éducation de qualité <b>ODD complémentaires :</b> ODD 1 : Pas de pauvreté ODD 5 : Égalité entre les sexes ODD 8 : Travail décent et croissance économique ODD10 : Réduire les inégalités			
<b>8. a) Code(s) CAD</b>	Code CAD 113 : Enseignement secondaire – 100%			
<b>8. b) Principal canal d'acheminement</b>	Gouvernement bénéficiaire –12000 Gouvernement tiers (coopération déléguée) - 13000			
<b>9. Objectifs de dépenses</b>	<input type="checkbox"/> Migration <input type="checkbox"/> Climat <input checked="" type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain <input checked="" type="checkbox"/> Égalité de genre <input type="checkbox"/> Biodiversité <input type="checkbox"/> Droits de l'homme, démocratie et gouvernance <input checked="" type="checkbox"/> Education			
<b>10. Marqueurs (À partir du formulaire CAD)</b>	<b>Objectif général @</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif significatif</b>	<b>Objectif principal</b>
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion des personnes handicapées @	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Nutrition @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<b>Marqueurs de la convention de Rio</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif important</b>	<b>Objectif principal</b>
	Diversité biologique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

11. Marqueurs internes et Tags	Objectifs stratégiques	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Transformation numérique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	connectivité numérique gouvernance numérique entrepreneuriat numérique compétences numériques services numériques	OUI <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	NON <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	
	Connectivité @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	connectivité numérique énergie transports santé éducation et recherche	OUI <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	NON <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	
	Migration @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités @	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	COVID-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET</b>				
12. Montants concernés	<p>Ligne budgétaire: (ligne et poste budgétaire): BGUE-B2023-14.020120-C1-INTPA</p> <p>Coût total estimé: 28 250 000 EUR</p> <p>Montant total de la contribution du budget de l'UE 20 250 000 EUR</p> <p>Cette action est cofinancée conjointement par:</p> <p>L'Agence GIZ (Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit ) pour un montant de 8 000 000 EUR</p> <p>Cette action contribue également à l'initiative Équipe Europe au Bénin : « Croissance durable et emploi » à laquelle les États membres présents dans le pays (Allemagne, Belgique, France, Pays Bas) ainsi que la BEI et la KfW contribuent ou contribueront avec l'Union européenne. Les montants indicatifs de leur soutien s'élèvent à : Allemagne 95,37 millions d'euros ; Belgique 23,79 millions d'euros ; France 99 millions d'euros ; Pays-Bas 85,5 millions d'euros ; Union européenne 53,55 millions d'euros.</p>			
<b>GESTION ET EXÉCUTION</b>				
13. Type de financement	<p>Modalité du projet</p> <p>Gestion directe par subventions</p> <p>Gestion indirecte avec la GIZ</p> <p>Gestion indirecte avec la République du Bénin</p>			

## 1.2 Résumé de l'action

Le programme intervient dans un contexte où la formation technique pourtant cruciale au développement économique du pays n'est pas assez développée et faiblement dotée en moyens financiers. Sur la base d'un diagnostic de l'état actuel du développement et soucieuse d'atteindre les cibles des Objectifs du Développement Durable, la République du Bénin s'est dotée du **Programme d'Actions du Gouvernement 2 (2021-2026)** dont l'objectif général est d'atteindre une croissance soutenue, inclusive et durable. Le Bénin a adopté une **Stratégie de relance de l'Enseignement et de la Formation Techniques et Professionnels (EFTP)** qui offre un cadre solide pour la mise en œuvre de cette action dont les principales orientations stratégiques sont: (i) la restructuration de la couverture en offre de formation, (ii) l'amélioration de la coordination des dispositifs de pilotage en lien avec l'emploi et le secteur privé, et (iii) la promotion de la gouvernance partenariale de l'EFTP. Le scénario de l'émergence qui transparaît dans ces documents de référence s'appuie notamment sur les secteurs suivants : le tourisme, l'agriculture, les infrastructures, le numérique, l'électricité, le cadre de vie, l'économie du savoir, l'eau potable et la protection sociale. Cette action vise à soutenir l'impact des réformes et des chantiers entrepris par le gouvernement et en particulier la refondation du système d'EFTP et le développement du secteur industriel. L'action permettra de contribuer à la croissance économique du Bénin par le développement durable du dispositif national de l'EFTP dans les filières industrielles<sup>1</sup> pour mieux répondre aux besoins de compétences du marché de l'emploi.)

**L'objectif général** du projet est de mettre à la disposition des entreprises et des organisations professionnelles du secteur privé, des sortants du système de l'EFTP en qualité et en nombre suffisant, issus de l'écosystème pour la formation professionnelle selon les meilleurs standards de formation avec un **objectif spécifique** de renforcer l'adéquation entre « formation – emploi – qualification – insertion – développement économique ».

L'action va contribuer à l'ODD 4 pour une éducation de qualité. Il se déclinera en **4 produits spécifiques** interdépendants qui appuieront le gouvernement béninois dans la mise en œuvre des réformes de l'EFTP à travers (i) la réhabilitation et la spécialisation de lycées techniques professionnels industriels, y compris les services connexes requis pour leur fonctionnement afin d'augmenter les capacités d'accueil des apprenants ; (ii) l'amélioration de la qualité de la formation et l'adéquation de la formation professionnelle aux besoins du marché de l'emploi ; (iii) l'accroissement des capacités du secteur privé pour contribuer à une meilleure employabilité des jeunes sortants notamment via l'établissement de partenariats de coopération entre les structures de formation professionnelle et les acteurs du secteur privé ; et (iv) le renforcement des capacités opérationnelles de trois agences clés du secteur de l'éducation au Bénin chargées de la mise en œuvre de la politique de l'EFTP, le développement de Sèmè city, et la construction des infrastructures.

## 2 JUSTIFICATION

### 2.1 Contexte

Le Bénin est un pays à une croissance démographique forte<sup>2</sup> avec une population jeune. Il est crucial pour la stabilité et le développement du pays que les nouvelles générations<sup>3</sup> puissent accéder à un emploi productif et s'insérer dans l'économie. Les jeunes arrivant sur le marché du travail connaissent un taux de sous-emploi élevé. La faible adéquation de leurs compétences aux besoins du marché limite leur accès à un emploi stable. La formation professionnelle est ainsi un vecteur pour l'acquisition de compétences individuelles et un outil d'insertion et de lutte contre la pauvreté permettant à des apprenants d'un milieu social défavorisé d'augmenter leur emploi et leurs revenus.

L'accès au financement reste la principale contrainte pour les petites entreprises, et particulièrement pour les femmes cheffe d'entreprise. L'innovation reste également limitée et bien qu'il existe des mécanismes d'accompagnement encore trop fragmentés, le support au secteur privé reste dans son ensemble encore limité.

<sup>1</sup> Les métiers dans les domaines de l'eau et de l'assainissement, du bâtiment et des travaux publics, des transports et de la logistique (automobile et équipements industriels) de la menuiserie bois et aluminium ainsi que de l'énergie.

<sup>2</sup> Age médian de 18,4 année, 42% de la population a moins de 15 ans and et 63% moins de 25 ans ; croissance démographique 3% par an en 2021

<sup>3</sup> Environ 200,000 jeunes atteignent l'âge de travailler chaque année ; compte tenu de la fertilité actuelle la tendance va se poursuivre à moyen terme.

C'est pourquoi l'investissement dans le capital humain, particulièrement les compétences techniques et professionnelles, articulé avec l'appui au secteur privé est au cœur de la stratégie gouvernementale. Le gouvernement béninois s'engage vers des réformes qui ont été formulées dans le Plan National de Développement (PND) 2018-2025 et dans la Stratégie Nationale de l'Enseignement et de la Formation Techniques et Professionnels (EFTP) 2020 -2030.

Dans le cadre du Programme d'Action du Gouvernement PAG2 (2021-2026), le gouvernement veut engager la transformation structurelle de l'économie en renforçant les infrastructures économiques (transport énergie, digital), les investissements au port de Cotonou et la transformation agro industrielle autour de la zone économique spéciale de Glo Djigbe<sup>4</sup> (GDIZ). Cette approche est basée sur le secteur privé et va nécessiter des compétences dans les principaux corps de métiers techniques<sup>5</sup>.

Conscient des limites et contraintes actuelles concernant l'accès et la qualité de la formation professionnelle, le gouvernement a adopté des politiques qui vise à délivrer des compétences et des qualifications EFTP de meilleure qualité dans les secteurs prioritaires pour le développement du secteur privé comme l'agriculture et l'agri business, l'eau et l'assainissement, les infrastructures de transport, d'énergie et digitale et le tourisme et l'hôtellerie/restauration. Le Bénin s'engage également concernant la gouvernance du secteur, la modernisation des curricula, la certification et l'apprentissage.

L'action est en ligne avec la stratégie UE de soutenir l'enseignement et la formation techniques et professionnels et de renforcer l'implication du secteur privé exprimée dans le cadre du Programme Indicatif Pluri-annuel 2021-2027 pour le Bénin. Elle est également alignée sur la priorité de la stratégie Global Gateway d'investir dans une éducation de qualité et d'aider les pays partenaires à transformer leurs systèmes éducatifs et à combler les déficits en matière d'enseignement, de formation et d'apprentissage à tous les niveaux.

L'action contribue à la l'Initiative Equipe Europe « Croissance durable et emploi » de façon complémentaire aux actions déjà entamées au sein de l'équipe Europe dans le domaine de l'éducation et la formation professionnelle par la France (soutien à la formation y compris les lycées techniques agricoles), l'Allemagne (rapprochement avec le secteur privé) ou les Pays-Bas (éducation des filles au nord). Elle devrait permettre terme de mobiliser la Banque Européenne d'investissement (BEI) pour l'investissement dans la formation professionnelle par le renforcement de capacité des agences nationales à la tête des projets phares et le financement d'études techniques.

## 2.2 Analyse des problèmes

Malgré une croissance économique soutenue, le Bénin reste un pays à faible développement avec des potentialités encore sous-exploitées. Selon le dernier rapport sur l'Indice de développement humain (IDH) du PNUD, le Bénin occupe le 158ème rang sur 189 (2021). En 2019, à peu près 49,5% des 11,5 millions d'habitants du pays vivaient en dessous du seuil de pauvreté<sup>6</sup>. L'économie béninoise est fortement dépendante du secteur agricole<sup>7</sup> et des activités de commerce formel et informel de réexportation et de transit avec le Nigéria et l'hinterland qui sont organisées autour du port<sup>8</sup>.

Alors que le gouvernement engage la transformation structurelle de l'économie en renforçant les infrastructures économiques (transport énergie, digital), les investissements au port de Cotonou et la transformation agro industrielle autour de la zone économique de Glo-Djigbe, le secteur privé doit s'appuyer sur les compétences et qualifications disponibles. Des compétences tant générales que dans les principaux corps de métiers techniques<sup>9</sup> sont recherchées.

<sup>4</sup> Enclave territoriale, délimitée par l'Etat pour faire la promotion de la transformation des produits agricoles noix de cajou, coton, soja, karité, ananas, etc et d'autres matières premières où des mesures fiscales, douanières et des facilités d'implantation et de procédures administratives, des infrastructures et des services sont mis en place pour attirer les investisseurs.

<sup>5</sup> On peut citer les métiers relatifs à l'Energie, Menuiserie Bois-Aluminium, Génie Civil BTP, Topographie, Mécanique Automobile, Tourisme/Hôtellerie/Restauration, Numérique, Eau et assainissement

<sup>6</sup> <https://hdr.undp.org/sites/default/files/Country-Profiles/fr/BEN.pdf>

<sup>7</sup> En 2021, l'agriculture représente 27% du PIB et emploi 38% de la population active

<sup>8</sup> En 2021, Le port de Cotonou représente 30% du PIB et 85% des recettes douanières du pays

<sup>9</sup> On peut citer les métiers relatifs à l'Energie, Menuiserie Bois-Aluminium, Génie Civil BTP, Topographie, Mécanique Automobile, Tourisme/Hôtellerie/Restauration, Numérique, Eau et assainissement.

En 2018, le taux d'alphabétisation<sup>10</sup> des 15 ans et plus était à 41,7%, avec 52,3% pour les hommes et 41,7 % pour les femmes. 53% de personnes n'ont aucun niveau d'instruction, 27% ont le niveau du primaire, 17% le niveau du secondaire et 2,8% ont fréquenté une université. A tous les niveaux, on constate des écarts marqués en défaveur des femmes et du monde rural.

Le niveau de scolarisation des filles aux niveaux secondaires et supérieur et dans les filières techniques et scientifiques est faible avec un taux d'abandon important. Dans le pays, il y a encore un taux de décrochage scolaire chez les filles très élevé (85.6%).

L'enseignement est très général, académique et peu appliqué dans les domaines professionnels. Sur la période 2011-2018, on compte 3 apprenants de l'ETP classique pour 100 élèves du secondaire général. De plus, en l'absence d'un dispositif adéquat d'orientation, la transition collège-enseignement technique (le passage de la 3ème du secondaire général au second cycle de l'enseignement technique) concerne seulement 5% des effectifs en 2018.

Dans l'enseignement secondaire technique et la formation professionnelle, les filles représentent 26% des effectifs scolarisés dans le public et sont plus présentes dans les filières hôtellerie/restauration (81% des inscrits) et médico-sociales (62% des inscrits) que dans les filières agricoles (25% des inscrits) et industrielles (seulement 10% des inscrits). Au total, moins de 10% des élèves du secondaire terminent une formation secondaire professionnelle<sup>11</sup>.

Le taux de chômage au Bénin est très bas, cependant le sous-emploi, visible en termes de revenus insuffisants mais également de temps de travail partiel, affecte 72% des personnes en âge de travailler et 92% des personnes entre 15 et 24 ans. L'inadéquation entre l'éducation, la formation, la qualification et les besoins de marché du travail est une cause majeure de sous-emploi particulièrement pour les jeunes. L'emploi formel du secteur public et du privé formel représente moins de 9% de l'offre d'emploi.

La Stratégie nationale EFTP identifie comme principaux défis à relever pour promouvoir l'emploi au Bénin: (i) une offre de formation de qualité et adaptée aux besoins de l'économie, et (ii) une capacité d'emplois performante et dynamique du secteur privé basée sur des secteurs attractifs à l'investissement, dans un climat des affaires incitatif.

Le système formel de la formation professionnelle au Bénin ne répond pas à la demande croissante de la population d'offres adéquates de formations initiales et continues, ainsi que celle du secteur privé d'une main-d'œuvre qualifiée.

Le dispositif d'EFTP est également sous financé au regard de la demande et des attentes des pouvoirs publics. La source principale de financement, est fournie par le Fonds de Développement de la Formation Professionnelle Continue et de l'Apprentissage (FODEFCA) dont les ressources sont limitées et non garanties. Il n'arrive pas à contribuer de manière significative à l'amélioration de la compétitivité des entreprises par la satisfaction des demandes de formation de leurs salariés.

Le budget public affecté à l'EFTP initial à travers le Ministère des Enseignements Secondaire, Technique et de la Formation Professionnelle (MESTFP) est absorbé majoritairement par les dépenses de fonctionnement ce qui laisse peu de place à réaliser des investissements nécessaires pour mettre à jour les programmes de formations, les infrastructures, les équipements et les compétences des personnels d'encadrement, de direction et de formation.

De plus, la collaboration entre l'État et le secteur privé dans le domaine de la formation professionnelle gagnerait à être davantage développée. Il n'existe pas de mécanismes de coopération opérationnels et les principaux acteurs ne disposent pas des capacités pour la négociation des intérêts dans le domaine de la formation professionnelle.

Finalement, le secteur privé n'est pas suffisamment pris en compte dans la conception des programmes de formation, des curricula, le développement des standards professionnels et la mise en œuvre de la formation professionnelle.

<sup>10</sup> Rapport de synthèse de l'Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel (ERI-ESI)

<sup>11</sup> Des apprentis mineurs, qui abandonnent précocement le système scolaire formel, servent pendant longtemps comme une main-d'œuvre gratuite dans une forme d'apprentissage traditionnel. En raison de l'insuffisance de normes de formation, l'apprentissage traditionnel, dans la plupart des cas, ne permet pas l'accès à l'emploi dans l'économie formelle moderne. Les conséquences de ces déficits sont le chômage ou la précarité de l'emploi, de même qu'une faible productivité économique et des pertes de recettes fiscales pour l'Etat.

Les besoins concernent tous les secteurs productifs, mais la présente action se focalise particulièrement sur la réforme des 16 Lycées Techniques et Professionnels (LTP) publics ‘non agricoles’<sup>12</sup> couvrant particulièrement les métiers d’aujourd’hui et de demain dans les domaines de l’eau et de l’assainissement, du bâtiment et des travaux publics, des transports et de la logistique (automobile et équipements industriels) de la menuiserie bois et aluminium ainsi que de l’énergie. L’action portera un focus sur la spécialisation des lycées et la réhabilitation de 4 à 6 lycées.

Dans le cadre de la stratégie EFTP, l’ensemble des LTP existants va connaître un réaménagement des divers dispositifs de formation qui ont cours actuellement en leur sein. Par la spécialisation de chaque LTP, Il s’agit de rompre avec la situation actuelle qui permet à tous ces établissements d’offrir les mêmes formations aux apprenants avec des programmes de formation trop théoriques en inadéquation avec les besoins du marché de travail et des équipements désuets. La réforme permettra aux 16 LTP de :

- former et de certifier des ouvriers qualifiés et des techniciens dans un dispositif de formation initiale pour l’obtention respectivement du Certificat d’Aptitude professionnel (CAP) et du Diplôme de Technicien au Métier (DTM)<sup>13</sup>;
- assurer toutes les formations dans les métiers apparentés préparant aux différents Certificats de Qualification au Métier (CQM) et Professionnelle (CQP) ;
- offrir des formations qualifiantes et d’accompagnements modulaires ou de courte durée pour l’insertion des jeunes et des adultes notamment sur les compétences spécifiques ;
- être suffisamment pourvus en matériels et équipements de leur domaines de formation ;
- utiliser les centres de ressources des Ecoles des Métiers relevant des mêmes secteurs économiques.

#### **Identification des principales parties prenantes et des questions institutionnelles et/ou organisationnelles correspondantes (mandats, rôles potentiels et capacités) à couvrir par l’action :**

Le projet est porté par le Ministère des Enseignements Secondaire, Technique et de la Formation Professionnelle (MESTFP), qui participe à la mise en place des cadres institutionnels et réglementaires, et élabore les politiques de mise en œuvre de l’EFTP.

Les autres parties prenantes principales de l’action sont notamment :

- L’Agence de Développement de l’Enseignement Technique (ADET), qui est l’agence d’exécution de la composante « lycées professionnels » et assure le leadership à déployer pour assurer la mise en œuvre des réformes de l’EFTP ;
- L’Agence de Développement de Sèmè City (ADSC), en charge de la mise en œuvre du projet « Sèmè City », pour la création d’un pôle régional d’enseignement supérieur supérieur professionnalisant, d’entrepreneuriat et d’innovation ;
- L’Agence pour la Construction des Infrastructures du Secteur de l’Éducation (ACISE) en tant que collaborateur technique de l’ADET pour les travaux de réhabilitation des lycées techniques professionnels.
- Le cadre national de concertation pour la promotion de l’EFTP qui assure l’interface entre le secteur privé et le monde professionnel avec le Ministère des Enseignements Secondaire, Technique et de la Formation Professionnelle ;
- Les acteurs du secteur privé dont notamment les structures faîtières du secteur privé (chambres consulaires, organisations patronales, organisations professionnelles, les fédérations des PME, les centres de formation professionnelle) qui agissent également au niveau national et ont pour mission de s’assurer du rôle dévolu au secteur privé dans la mise en œuvre des nouvelles stratégies de l’EFTP;
- Au niveau départemental (méso), les Directions Départementales des Enseignements Secondaire, Technique et de la Formation Professionnelle et les démembrés des structures faîtières du secteur privé travaillant

<sup>12</sup> Les lycées agricoles sont couverts par d’autres financements déjà adoptés ;

<sup>13</sup> Les curricula de formation au DTM sont déjà en cours d’élaboration pour les sept (7) écoles des métiers avec le concours des assistances techniques internationales mobilisées pour lesquels, le Gouvernement consacrera sur le Budget National au cours du triennal 2022-2024, plus de 3 milliards de Francs CFA.

conjointement à travers des partenariats de coopération centrés sur des formations pratiques et axés sur les besoins du marché;

- Au niveau local (micro) : les centres de formation professionnelle et les petites et moyennes entreprises formelles ou informelles, les start-ups. Les centres de formation professionnelle et les lycées techniques et professionnels s'occupent essentiellement de la partie théorique de la formation professionnelle et de l'acquisition de compétences sociales, méthodologiques et professionnelles. Quant aux entreprises, elles favorisent l'acquisition des connaissances et aptitudes professionnelles pratiques et la transmission des expériences de structures d'entreprise.

### 3 DESCRIPTION DE L'ACTION

#### 3.1 Objectifs et produits

**L'objectif général** du projet est de mettre à la disposition des entreprises et des organisations professionnelles du secteur privé, des sortants du système de l'EFTP en qualité et en nombre suffisant, selon les meilleurs standards de formation.

**L'objectif spécifique** est de renforcer l'adéquation entre « formation – emploi – qualification – insertion – développement économique ».

**Les produits de cette action contribuant aux objectifs spécifiques (effet(s) attendu(s)) correspondants sont les suivants :**

P. 1: La capacité d'accueil dans les filières de formation industrielle est augmentée et l'accès des bénéficiaires est facilité (l'accès prend en compte les personnes à mobilité réduite/handicapées et l'aspect genre);

P. 2: L'ingénierie pédagogique et de formation en vue de l'amélioration de la qualité de formation dans les métiers des secteurs industriels est développée, valorisant les principes du développement durable, de l'action climatique, la valorisation des emplois verts et l'aspect genre ;

P. 3: Les capacités du secteur privé sont renforcées afin qu'il soit en mesure d'assurer pleinement ses rôles et responsabilités tout le long de la chaîne de la formation professionnelle et de l'emploi au Bénin ;

P.4 La capacité opérationnelle de deux agences (ADET, ADSC) est renforcée.

Les besoins en matière de formation technique et professionnelle concernent tous les secteurs productifs, mais la présente action se focalise particulièrement sur les Lycées Techniques et Professionnels (LTP) publics industriels 'non agricoles'<sup>14</sup> couvrant particulièrement les métiers d'aujourd'hui et de demain dans les domaines de l'eau et de l'assainissement, du bâtiment et des travaux publics, des transports et de la logistique (automobile et équipements industriels) de la menuiserie bois et aluminium ainsi que de l'énergie.

#### 3.2 Activités indicatives

Activité 1 liée au produit 1: Quatre à six lycées techniques professionnels (LTP) sont réhabilités selon les normes requises et avec des aménagements appropriés pour les personnes à mobilité réduite et les besoins des jeunes filles:

- Réalisation des études d'aménagement, techniques, environnementales préalables ;
- Réalisation et suivi des travaux de réhabilitation de 4 à 6 lycées techniques professionnels non agricoles ;
- Mise en place des procédures de passation des marchés pour l'acquisition des équipements ;
- Prospection et acquisition des équipements nécessaires par filière et par lycée ;
- Gestion et maintenance des équipements techniques acquis.

Activité 1 liée au produit 2 : Les curricula sont élaborés selon l'approche par compétences, en intégrant les aspects genre, changement climatique et développement durable dans les formations :

<sup>14</sup> Les lycées agricoles sont couverts par d'autres financements déjà adoptés ;



- Élaboration des nouveaux curricula de formation dans les matières de spécialité selon l'approche par les compétences ;
- Élaboration des curricula de formation dans les matières générales (maths, physique et chimie, français, anglais, ...) en lien avec les compétences à acquérir dans chaque métier et selon l'approche par les compétences ;
- Appropriation des nouveaux curricula par le corps d'encadrement (inspecteurs et conseillers pédagogiques, responsables d'établissements) et les enseignants ;
- Renforcement des capacités des enseignants des matières générales (mathématiques, physiques, anglais, français) sur les liens à établir entre l'enseignement de leurs disciplines et les différents curricula développés ;
- Formation des enseignants (formation initiale et formation sur les nouvelles offres de formation, tenues régulières de renforcement de capacités des enseignants sur les travaux en laboratoires et les innovations, renforcement des capacités de suivi des apprenants par les établissements de l'EFTP).

Activité 1 liée au produit 3 : Les capacités des entreprises et organisations professionnelles du secteur privé sur toutes les fonctions clés de la chaîne de la formation professionnelle sont renforcées:

- Appui au renforcement des capacités pour la surveillance et l'observation du marché de travail dans les différents secteurs ;
- Appui à l'identification et à l'analyse des besoins en compétences des entreprises ou clusters d'entreprises dans les différents secteurs ;
- Renforcement des capacités à dialoguer et à coopérer avec les structures publiques compétentes pour l'élaboration des programmes de formation, la certification et éventuellement les titres professionnels;
- Appui au développement de la fonction de formation dans les entreprises et clusters d'entreprises sélectionnées dans les différents secteurs (formation des formateurs et tuteurs d'entreprises, équipement);
- Renforcement pour la contribution au développement des curricula, programmes et outils de formation évaluation et certification et stratégies d'insertion spécifiques accessibles aux jeunes femmes ;
- Amélioration des conditions de travail des apprenants et des stagiaires notamment quant aux normes d'accueil et de sécurité, aux heures de travail et à la garantie de l'intérêt pédagogique du stage.

Activité 2 liée au produit 3: Des formations orientées sur les opportunités d'emploi identifiées dans les différents secteurs sélectionnés sont mises en œuvre conjointement par le secteur privé et les structures de formation dans des zones sélectionnées:

- Appui au développement des curricula conjointement avec les structures publiques compétentes ;
- Recrutement des apprenants par les entreprises, clusters ou organisations professionnelles ;
- Mise en œuvre des formations en collaboration avec des centres de formation ;
- Évaluation et certification des formations en collaboration avec les structures publiques compétentes.

Activité 3 liée au produit 3: Une stratégie d'insertion des formés est convenue (secteur privé – centre de formation, structures ou organisations représentant la jeunesse) :

- Appui aux apprenants pour l'élaboration de projet professionnel personnel ou de groupe avant le démarrage des formations ;
- Mise en place d'un mécanisme de coaching personnalisé et de mentoring des formés pendant et après la formation;
- Mise en œuvre d'un accompagnement en entrepreneuriat au profit des formés qui désireraient entreprendre soit personnellement ou collectivement.

Activité 1 liée au produit 4 : Renforcement de la capacité opérationnelle des 2 agences (ADET, ADSC) et appui sur l'élaboration de programmes:

- Mise en place d'une assistance technique sur la gestion des projets EFTP dans sa globalité, incluant la prise en compte de la dimension genre et de l'inclusion ;

- Assistance technique pour l'élaboration de plans opérationnels en vue d'un investissement européen, par exemple une intervention de la BEI;
- Assistance technique pour les études et l'opérationnalisation de programmes et services du pôle régional de Sèmè City.

La contribution de l'UE à l'Initiative Équipe Europe (IEE) prévue dans ce plan d'action sera complétée par d'autres contributions des partenaires européens. La contribution indicative de l'UE est soumise à la confirmation formelle des contributions significatives de chaque partenaire dès que possible. Si l'IEE ou ces contributions devaient ne pas se matérialiser, l'action de l'UE pourrait continuer en dehors du cadre de l'IEE.

### 3.3 Intégration des questions transversales

#### **Protection de l'environnement et changement climatique**

##### **Résultats de l'examen de l'évaluation environnementale stratégique (EES)**

Le criblage EES a conclu qu'aucune autre action n'était requise.

##### **Résultats de l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE)**

L'évaluation préliminaire de l'EIE a classé l'action en tant que catégorie C (aucune évaluation supplémentaire n'est nécessaire).

Le projet prévoit l'intégration des enjeux environnementaux et sociaux dans les stratégies d'appui à l'EFTP ainsi que dans les activités de formation et de sensibilisation concernant les jeunes et les femmes pour développer une culture numérique et une bonne connaissance des opportunités offertes par le numérique. En outre, l'action soutiendra les partenaires dans le développement de formations dans le domaine des énergies renouvelables. L'objectif est d'assurer que le Bénin dispose de suffisamment de personnel qualifié pour la mise en place et la maintenance des installations pour utilisation des énergies renouvelables telles que l'énergie solaire, l'énergie éolienne et la biomasse.

##### **Résultats de l'examen analytique de l'évaluation des risques climatiques**

L'examen analytique a conclu que cette action était à risque faible ou nul (aucune évaluation complémentaire n'est nécessaire).

#### **Égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes et des filles**

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention G1. Cela implique qu'une attention particulière sera accordée à la dimension genre de l'action. Particulièrement l'action va développer au titre du résultat P2 des curricula particulièrement accessibles aux jeunes femmes, à fort potentiel d'insertion économique autour d'activités génératrices de revenus et au titre du résultat P3 développer avec le secteur privé des stratégies d'insertion spécifiques accessibles aux jeunes femmes.

#### **Droits de l'homme**

Toutes les opérations soutenues dans le cadre de cette action suivront une approche fondée sur les droits humains avec particulièrement la valorisation du droit du travail dans le cadre des curricula et des stratégies d'insertion.

#### **Invalidité/Handicap**

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention D1. Cela implique que de manière transversale, l'action veillera au cours de la mise en œuvre à ce qu'aucune des activités ne perpétue pas ou n'exacerbe pas la discrimination, l'exclusion des personnes avec handicap, en ligne avec l'approche « ne pas nuire ». De plus, des activités spécifiques seront destinées à faciliter l'accès des personnes en situation de handicap à l'enseignement technique et professionnelle. Enfin, une analyse des besoins des personnes handicapées sera lancée au démarrage de l'action.

#### **Démocratie**

L'action vise à encourager une approche participative et inclusive donnant à chacune des parties prenantes l'opportunité d'exposer ses opinions en toute liberté.

**Sensibilité aux conflits, paix et résilience**

L'action permettra de couvrir entre autres, des départements du nord du pays, vulnérables face à l'avancée des mouvements djihadistes et autres. Deux LTP (parmi les 16 identifiés) sont préselectionnés dans les départements de l'Alibori et du Borgou qui vont contribuer à proposer aux jeunes qui arrivent sur le marché du travail des opportunités de formation puis d'insertion qui contribuent à la stabilité dans l'extrême nord et à la prévention de l'extrémisme violent.

**3.4 Risques et enseignements tirés**

<b>Catégorie</b>	<b>Risques</b>	<b>Probabilité (élevée/ moyenne/ faible)</b>	<b>Impact (élevé/ moyen/ faible)</b>	<b>Mesures d'atténuation</b>
1 - Environnement externe	L'environnement sécuritaire au Bénin se détériore.	Moyenne	Haut	Les forces de sécurité maintiennent la stabilité sur le territoire national. Les pratiques politiques maintiennent la paix sociale.
2 – Planning et processus	La volonté politique affichée par le gouvernement de reformer le secteur EFTP ne se traduit pas en mobilisation de ressources pour le terrain.	Moyenne	Haut	Le dialogue politique et l'appui institutionnel de l'action serviront à maintenir l'attention à haut niveau sur la réforme.
3 - Acteurs et organisation	Fragmentation institutionnelle, multiplication du nombre d'acteurs, chevauchement des responsabilités et des rôles affectent la coordination et le dialogue entre les divers acteurs de l'EFTP.	Moyenne	Haut	<p>Suivi rapproché de l'application de la Loi Cadre sur l'EFTP permettant de clarifier les rôles et d'assurer la synergie entre les acteurs de l'écosystème, à savoir notamment le MESTFP et ses structures sous-tutelle.</p> <p>Des plateformes de dialogue seront mises en place au niveau des départements dès le démarrage du projet. Une attention particulière sera donnée aux structures déconcentrées, aux autorités locales et au secteur privé dans les départements pour fluidifier les relations entre ces acteurs.</p>

**Enseignements tirés:** L'action bénéficie de l'expérience de plusieurs projets passés et d'une connaissance précise des enjeux de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels. Plus concrètement, elle s'appuie sur les travaux de projets en cours, tels que le projet Promotion de la formation professionnelle au Bénin (ProFoP) mis en œuvre par la GIZ financé par l'Allemagne, le Projet de Formation Professionnelle et d'Entrepreneuriat pour l'Emploi au Bénin (PFPEEB) financé par la Banque Mondiale et mis en œuvre par l'ADET et le projet Enseignement et Formation Techniques et Professionnels Agricoles pour les Femmes (EFTTPA-F) mis en œuvre par la GIZ.

Ces expériences montrent qu'une implication significative du secteur privé et du monde professionnel dans les processus de formation en améliore la qualité. Ceci a d'ailleurs convaincu le gouvernement et les différentes parties prenantes à positionner l'entreprise au cœur de la stratégie nationale de l'EFTP. La présente action est également complémentaire au programme d'appui aux PME et à l'entrepreneuriat des jeunes au Bénin (PAEB) initié en 2022 et financé par l'UE et la France qui supporte le développement du secteur privé et particulièrement l'accompagnement de l'entrepreneuriat.

### 3.5 Logique d'intervention

La logique d'intervention sous-jacente vise à favoriser le changement attendu à travers les réformes et chantiers entrepris par le gouvernement dans tous les secteurs de la vie nationale et en particulier dans la refondation du système d'ETFP et le développement du secteur industriel. L'action permettra de contribuer à la croissance économique du Bénin par le développement durable du dispositif national d'ETFP dans les filières industrielles pour mieux répondre aux besoins de compétences du marché de l'emploi.

Le changement attendu par l'intervention concernera la réhabilitation et la spécialisation de 4 à 6 lycées techniques professionnels non agricoles, y compris les services connexes requis pour leur fonctionnement afin d'augmenter les capacités d'accueil des apprenants, l'amélioration de la qualité de la formation et l'adéquation de la formation professionnelle et professionnalisante aux besoins du marché de l'emploi, pour une meilleure employabilité des jeunes sortants. Concrètement, cet appui se matérialisera par: i) une meilleure capacité d'accueil dans les filières de formation industrielle; ii) une formation de qualité pour les apprenants, adaptée aux évolutions des besoins du marché ; et iii) une plus grande implication des acteurs du secteur privé dans les processus de formation.

Cette action se base en grande partie sur le renforcement et la responsabilisation du secteur privé comme acteur central de la formation professionnelle orientée vers les besoins de l'économie. Les actions de renforcement de capacités du secteur privé, particulièrement les entreprises et les organisations professionnelles leur permettra de développer les compétences et attitudes requises pour assumer leurs responsabilités tout au long de la chaîne de la formation.

Pour réussir à cet objectif, il faut que l'intérêt et l'engagement effectif du secteur privé existent et que les centres de formation publics soient prêts à coopérer avec le secteur privé à travers la mise en œuvre de formations orientées sur les opportunités d'emplois identifiées avec une stratégie d'insertion des formés convenue entre le secteur privé et les centres de formation.

La logique proposée doit être soutenue par une forte capacité opérationnelle pour porter les activités suivantes: planification et mobilisation des ressources, opérationnalisation de la réforme EFTP.

### 3.6 Matrice du cadre logique

Ce cadre logique indicatif constitue la base du suivi, de l'établissement des rapports et de l'évaluation de l'intervention. Sur la base de cette matrice du cadre logique, un cadre logique plus détaillé (ou plusieurs) peut être élaboré au stade contrat. Dans le cas où les valeurs de référence et les valeurs cibles ne sont pas disponibles pour l'action, elles doivent être indiquées pour chaque indicateur à la signature du ou des contrats liés à ce document d'action, ou au plus tard dans le premier rapport d'avancement. De nouvelles colonnes peuvent être ajoutées pour définir des cibles (jalons) intermédiaires pour les indicateurs des produits attendus et des réalisations si besoin.

- Le premier rapport d'avancement doit inclure le cadre logique complet (y compris les valeurs de référence/cibles).
- Les rapports d'avancement doivent fournir un cadre logique mis à jour avec les valeurs actuelles pour chaque indicateur.
- Le rapport final doit inclure le cadre logique avec les valeurs de référence et finales pour chaque indicateur.

La matrice du cadre logique indicatif peut évoluer au cours de la vie de l'action en fonction des différentes modalités de mise en œuvre de cette action.

Les activités, les produits attendus et les indicateurs, valeurs cibles et valeurs de référence associés inclus dans la matrice du cadre logique peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action, aucune modification n'étant nécessaire à la décision de financement.

Résultats	Chaine de résultats	Indicateurs	Valeurs de référence (valeurs et années )	Valeurs cibles (valeurs et années)	Sources de données	Hypothèses
Impact	Des sortants du système de l'EFTP en qualité et en nombre suffisant, issus de l'écosystème pour la formation professionnelle et professionnalisante selon les meilleurs standards de formation sont mis à la disposition des entreprises et des organisations professionnelles du secteur privé.	OG1 -Nombre de jeunes, ventilé par sexe, ayant bénéficié d'interventions EFTP	17.784 hommes (2022) 5.448 femmes (2022)	Augmentation sensible (2027)	Rapport gouvernemental	<i>Non applicable</i>
		OG2 - Ratio sortant enseignement technique /enseignement général	10 % (2022)	En hausse (2027)	Rapport sectoriel gouvernement	
OS	L'adéquation entre formation emploi qualification et développement économique est renforcée.	1. Niveau d'adéquation emploi formation	N/A	Positif	Evaluation externe sur une enquête par échantillon	

<b>P1</b>	La capacité d'accueil dans les filières de formation industrielle a augmenté.	1.1 Effectifs inscrits dans les filières de formation industrielle (désagrégué par filière, sexe et statut d'handicap).	23.192 (2022)	131.420 (2027)	Etat d'inscriptions au niveau des lycées	Le gouvernement mobilise les moyens nécessaires pour mettre en œuvre les réformes.  Adhésion réelle des acteurs (publics et privés) aux réformes.  Capacité de l'Etat à suivre, évaluer et contrôler les processus pour assurer la qualité de la formation.  Un système d'assurance qualité est mis en place dans la gouvernance de l'EFTP à tous les niveaux.
		1. 2 Nombre de lycées industriels réhabilités.	0	4 à 6 (2027)	PV de réception des travaux – photos - vidéos	
		1.3 Nombre d'aménagements spécifiques réalisés au bénéfice des personnes à mobilité réduite.	A déterminer au démarrage	A définir	Rapports de réhabilitation – inventaires des équipements acquis et installés (photos, vidéos)	
		1.4 Nombre d'aménagements spécifiques réalisés au bénéfice des jeunes filles.	A déterminer au démarrage	A définir	Rapports de réhabilitation – inventaires des équipements acquis et installés (photos, vidéos)	
<b>P2</b>	L'ingénierie pédagogique et de formation est développée en vue de l'amélioration de la qualité de formation dans les métiers des secteurs industriels, valorisant les principes du développement durable, de l'action climatique, la valorisation des emplois verts et l'aspect genre ;	2.1 Nombre de curricula de niveau Certificat Aptitude Professionnelle intégrant la dimension du numérique avec l'utilisation des équipements modernes développés avec l'appui UE.	0	56 (2025)  Dont 7 sur des métiers d'insertion pour les jeunes femmes	Rapports d'activités du projet	
		2.2 Adéquation des curricula aux besoins apprenants et employeurs.	N/A	Niveau satisfaction (enquête échantillon employeurs)	Rapports d'enquêtes de satisfaction (à mi-parcours et en fin de projet)	
		2.3 Nombre des curricula et formation développés par filière et mis en œuvre.	A déterminer	A définir		

			au démarrage			
<b>P3</b>	Les capacités des entreprises et organisations professionnelles du secteur privé sur toutes les fonctions clés de la chaîne de la formation professionnelle sont renforcées.	3.1 Nombre d'acteurs du secteur privé dont les capacités sont renforcées.	0 (2023)	300 (2026)	Rapports d'activités	
		3.2 Nombre d'entreprises recevant des jeunes en formation	0 (2023)	240 (2026)	Rapports de formation Rapports de prestation	
		3.3 Nombre de jeunes formés	0 (2023)	1.500 (2026) Dont 50% de femmes		
<b>P4</b>	La capacité opérationnelle des deux agences (ADET, ADSC) est renforcée.	4.1 Des documents nécessaires sont produits pour la promotion efficace et efficiente du projet (business plan; études techniques sociales ou environnementales, marchés, etc) en vue de la recherche de financement	A déterminer au démarrage	A définir	Rapports d'activités Rapports de formation Rapports de prestation	
		4.2 Du personnel spécifique nécessaire à la conduite de l'opération est en place, formé et accompagné en vue de la recherche de financement	A déterminer au démarrage	5 (économistes ingénieur, socio environnementalistes)	Rapports d'activités Rapports de formation Rapports de prestation	
		4.3 Des documents sont produits pour la mise en œuvre efficace et efficiente de programmes et services du pôle régional de Sèmè City (business plan ; études techniques sociales ou environnementales, marchés, etc)	A déterminer au démarrage	Pour les programmes et services ciblés : Etude de faisabilité, modèle économique, business plan, DAO/dossier d'appel à candidature (à préciser)	Rapports d'activités Rapports de formation Rapports de prestation	
		4.4 Du personnel spécifique nécessaire à l'opérationnalisation de programmes et services du pôle régional est en place et formé	A déterminer au démarrage	Au moins 6 gestionnaires de projet (à préciser)	Rapports d'activités Rapports de formation Rapports de prestation	





## 4 MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE

### 4.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec le Bénin

### 4.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, durant laquelle les activités décrites à la section 3 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de 48 mois (soit 4 ans) à compter de la date de mise en œuvre.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

### 4.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire [uniquement pour l'appui budgétaire]

N/A

### 4.4 Modalités de mise en œuvre

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'UE pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE<sup>15</sup>.

#### 4.4.1 Gestion directe (subventions)

##### **Subventions (Gestion directe)**

**a) Objet de la(des) subvention(s) :** Produit 4 – La capacité des trois agences est renforcée

##### **b) Type de demandeurs visés**

Le produit 4 concerne spécifiquement la capacité opérationnelle des agences qui interviennent dans le secteur.

- L'Agence de Développement de l'Enseignement Technique (ADET)
- L'Agence de Développement de Sèmè City (ADSC), en charge de la mise en œuvre du projet « Sèmè City », pour la création d'un pôle régional d'enseignement supérieur professionnalisant, d'entrepreneuriat et d'innovation ;

##### **c) Justification d'une subvention directe**

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, le recours à l'octroi d'une subvention sans appel à propositions est justifié car l'ADET et l'ADSC sont des agences d'exécution rattachées à la Présidence de la République qui disposent **d'un monopole de droit** dans leur champ d'intervention (conformément à l'article 195.f du règlement financier) concernant respectivement la promotion des lycées techniques<sup>16</sup> et le développement d'un pôle régional d'enseignement supérieur de formation technique et professionnelle.

<sup>15</sup> [www.sanctionsmap.eu](http://www.sanctionsmap.eu). Veuillez noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence entre les actes juridiques publiés et les mises à jour sur le site internet, c'est la version du JO qui fait foi.

<sup>16</sup> Décret n°2021-325 du 30 Juin 2021 portant approbation des statuts de l'Agence de Développement de l'Enseignement technique et décret n° 2017-440 du 31 août 2017 constatant approbation de la création l'Agence de Développement de Sèmè City (ADCS);

#### 4.4.2 Gestion indirecte avec une entité chargée de l'exécution

Une partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ). L'entité envisagée a été sélectionnée sur la base des critères suivants : La GIZ est déjà opérationnelle sur la formation professionnelle. Notre contribution est une extension du programme ProFoP dans lequel la GIZ a développé un réseau de partenariat avec le secteur privé et les organisations professionnelles avec des partenariats bien établis avec les acteurs locaux. Ceci permettra d'atteindre le P.3 : Renforcer les capacités du secteur privé afin qu'il soit en mesure d'assurer pleinement ses rôles et responsabilités tout le long de la chaîne de la formation professionnelle et de l'emploi au Bénin.

Si l'entité envisagée devait être remplacée, les services de la Commission peuvent sélectionner une autre entité de remplacement sur la base des mêmes critères

#### 4.4.3 Gestion indirecte avec le pays partenaire

Une partie de la présente action ayant pour résultat le volet P.1 – Capacité d'accueil dans les filières de formation industrielle et P2 – Ingénierie pédagogique et de formation peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec la République du Bénin conformément aux modalités suivantes:

Le pays partenaire agira en tant que pouvoir adjudicateur/administration contractante dans le cadre des procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions. La Commission procédera à un contrôle ex ante de toutes les procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions.

Les paiements sont exécutés par la Commission.

Le pays partenaire applique les règles de la Commission en matière de passation de marchés et d'octroi de subventions. Ces règles seront fixées dans la convention de financement qui sera conclue avec le pays partenaire.

##### a) Vue d'ensemble de la mise en œuvre

<i>Activité/objectif/produit, y compris le lieu</i>	<i>Type de financement (marchés de travaux, de fournitures ou de services, subvention, devis-programme)</i>
Réhabilitation des lycées industriels et aménagements spécifiques	Marché de travaux Marchés de services
Développement de curricula	Marchés de services Subventions

#### 4.5. Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

N/A

#### 4.6. Budget indicatif

<b>Composantes budgétaires indicatives</b>	<b>Contribution de l'UE (montant en EUR)</b>	<b>Contribution indicative de tiers, (en EUR)</b>
<b>Produit 1 : La capacité d'accueil dans les filières de formation industrielle a augmenté et Produit 2</b> ingénierie pédagogique et de formation est développée	<b>9 000 000</b>	
Gestion indirecte avec la République du Bénin - Marchés publics – cf section 4.4.3	9 000 000	

<b>Produit 3 : Les capacités des entreprises et organisations professionnelles du secteur privé sont renforcées</b>	<b>6 000 000</b>	
Convention de délégation GIZ (Gestion indirecte) cf section 4.4.2	6 000 000	8 000 000
<b>Produit 4 : Renforcement de la capacité opérationnelle</b>	<b>3 500 000</b>	
Subvention ADET (Gestion directe) – cf section 4.4.1	1 500 000	
Subvention ADSM (Gestion directe) cf section 4.4.1	2 000 000	
<b>Subventions</b> – enveloppe totale de la section 4.4.1	<b>3 500 000</b>	
<b>Marchés publics</b> – enveloppe totale de la section 4.4.3	<b>9 000 000</b>	
<b>Évaluation</b> – voir section 5.2 <b>Audit</b> – voir section 5.3	Sera couvert par une autre décision	
<b>Provision pour dépenses imprévues</b>	<b>1 750 000</b>	
<b>Total</b>	<b>20 250 000</b>	<b>8 000 000</b>

#### 4.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Le pilotage stratégique de l'action sera assuré par un Comité de Pilotage (CoPil) du projet présidé par le Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) et le MESTFP - Ministère des Enseignements Secondaire, Technique et de la Formation Professionnelle avec participation les représentants des ministères sectoriels concernés particulièrement le Ministère des petites et moyennes entreprises et de la promotion de l'emploi, les chambres consulaires et les organisations du secteur privé .

Les deux agences d'exécution ADET et ADSC participeront au comité de pilotage en tant que structure d'exécution. L'ACISE pourra aussi participer en tant que collaborateur technique de l'ADET dans le domaine des infrastructures. Les agences d'exécution pourront se faire appuyer par une assistance technique renforcée au besoin par de collaborateurs/collaboratrices supplémentaires et des consultances externes de courte durée pour assurer le secrétariat du comité de pilotage.

Les organisations représentatives du secteur privé et de la société civile pertinentes concernant la jeunesse et la formation seront intégrées au comité de pilotage.

La Délégation de l'UE au Bénin aura le rôle d'observateur dans le cadre du Comité de Suivi.

Dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution budgétaire et de sauvegarde des intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour gérer la mise en œuvre de l'action.

#### 4.8 Conditions préalables

N/A

## 5 MESURE DES PERFORMANCES

### 5.1 Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre met en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et élabore régulièrement des rapports d'avancement (au moins annuels) et des rapports finaux. Chaque rapport fournit un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits, ainsi que du degré d'obtention de ses résultats (Produits et réalisations directes)

mesurés par les indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité du projet) et la liste de stratégie, de politique ou de plan d'action du partenaire (pour l'appui budgétaire).

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

Rôles et responsabilités en matière de collecte, d'analyse et de suivi des données:

Au cours de la phase de démarrage du projet, le Comité de suivi procédera à une confirmation du cadre logique annexée au présent document d'action, en fonction des évolutions intervenues dans le contexte de l'action. Le partenaire de mise en œuvre sera responsable d'affiner les indicateurs et d'établir les valeurs de référence comme indiqué dans le cadre logique en coopération avec la partie nationale et le secteur privé, le cas échéant.

Le MESTFP, à travers l'ADET et les structures décentralisées sont responsables de la collecte, de l'analyse et du suivi des données, avec l'appui des établissements de l'EFTP. De même que les différentes parties prenantes du projet auront une participation active autant pour la collecte de données de base que pour l'évaluation régulière des indicateurs du cadre logique dans le cadre du Comité de suivi. Chaque acteur sera responsable de fournir les données qui correspondent aux indicateurs de leurs domaines respectifs.

## 5.2 Évaluation

Compte tenu de l'importance et de la nature de l'action, une évaluation(s) à mi-parcours, finale(s), ex-post seront effectuée(s) pour cette action, ou une de ses composantes par des consultants indépendants à travers une mission conjointe contractée(s) par la Commission. En accord avec le Bénin.

Si une évaluation à mi-parcours est envisagée : celle-ci sera réalisée pour résoudre des problèmes, tirer des enseignements, celle-ci sera réalisée au titre de l'obligation de rendre des comptes et de tirer des enseignements à plusieurs niveaux (y compris pour une révision de la politique menée).

S'il est prévu une évaluation commandée par la Commission : La Commission informera le partenaire chargé de la mise en œuvre au moins 2 mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire chargé de la mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts chargés de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et des documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et aux activités du projet. Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

Un ou plusieurs marchés de services d'évaluation pourront être conclus au titre d'un contrat-cadre ou une facilité de coopération (TCF). Le module EVAL sera utilisé pour l'évaluation de la présente action.

## 5.3 Audit et vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

# 6 COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Pour le cycle de programmation 2021-2027, une nouvelle approche pour la mise en commun, la programmation et le déploiement des ressources en matière de communication stratégique et de diplomatie publique sera adoptée.

Conformément au document «[Communiquer et accroître la visibilité de l'UE –Orientations relatives aux actions extérieures](#)», publié en 2022, la communication et la visibilité de l'UE reste une obligation juridique pour toutes les actions extérieures financées par l'Union, afin de faire connaître le soutien de l'Union européenne à leur travail auprès des publics concernés, notamment en utilisant l'emblème de l'Union et une brève déclaration de financement, sur tous les supports de communication liés aux actions concernées. Cette obligation s'applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Commission, des pays partenaires, des contractants, des bénéficiaires de subventions ou des entités chargées de l'exécution telles que les agences des Nations unies, les institutions financières internationales et les agences des États membres de l'Union.

Cependant, les documents d'action des programmes sectoriels spécifiques ne sont en principe plus tenus de prévoir des activités de communication et de visibilité sur les programmes concernés. Ces ressources seront prévues dans des facilités de coopération établies par des documents d'action de mesures d'accompagnement, permettant aux délégations de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale.

## Annexe 1 RAPPORT DANS OPSYS

Une Intervention (également appelée projet/programme) est l'entité opérationnelle associée à un ensemble cohérent d'activités et de résultats structurés dans un cadre logique visant à apporter un changement ou un progrès en matière de développement. Les interventions sont les entités les plus efficaces (donc optimales) pour le suivi opérationnel par la Commission de ses opérations extérieures en matière de développement. En tant que telles, les Interventions constituent l'unité de base pour la gestion des mises en œuvre opérationnelles, l'évaluation des performances, le suivi, l'évaluation, la communication interne et externe, le reporting et l'agrégation.

Les interventions primaires sont des contrats ou des groupes de contrats produisant des résultats et répondant à la règle suivante: « un contrat donné ne peut contribuer qu'à une seule intervention primaire et pas à plus d'une ». Un contrat individuel qui ne produit pas de résultats directs et ne peut pas être logiquement groupé avec d'autres contrats produisant des résultats est considéré comme une « entité de soutien ». L'ajout de toutes les interventions primaires et entités de soutien équivaut au portefeuille de développement complet de l'Institution.

La présente Action est identifiée comme

Niveau Groupe de contrats		
<input type="checkbox"/>	Groupe de contrats 1	Gestion indirecte avec la République du Bénin Subvention ADET Subvention ADSM
<input type="checkbox"/>	Groupe de contrats 2	Convention de délégation GIZ